



Aux capitalistes de payer leurs crises !

Le taux de chômage en France a atteint 10 %. Il y a maintenant 5 millions de chômeurs. Les conditions de travail se dégradent à grande vitesse, et le pouvoir d'achat se réduit avec l'augmentation des prix et la stagnation des salaires. Le nombre de pauvres en France a atteint 8,6 millions.

Tout cela n'est pas une fatalité, c'est le résultat de politiques et d'une crise du capitalisme qui nous menace tous.

Alors que l'économie entraine en récession, les capitalistes ont fait le choix de maintenir à tout prix leurs profits en décidant de licencier et de maintenir des salaires bas...

Au lieu d'investir cet argent, ils ont préféré le placer dans la finance.

En France, la réforme des retraites, l'augmentation de la TVA, les suppressions de postes dans la fonction publique et les licenciements contribuent à faire payer la crise aux classes populaires.

Et pourtant, les richesses existent.

Les entreprises du CAC 40 cumulent près de 50 milliards d'euros de bénéfices.

Au premier plan, Total, Renault, EDF et GDF-Suez, Vivendi, la BNP et France Télécom...

La crise du système capitaliste est globale : crises bancaire et financière, dette, récession et austérité provoquent licenciements, chômage et insécurité sociale ; crise alimentaire, guerres et pillages impérialistes ; catastrophes nucléaires, changement climatique, crise énergétique, pollution... Toutes ces crises se combinent et s'aggravent mutuellement.

Récession sans fond dette sans fin

Les subventions aux banques, les plans de « relance » ont transféré l'endettement des banques aux États.

Défendre un programme qui, refusant les fausses solutions nationalistes ou productivistes, s'appuie sur les exigences portées par les résistances contre la crise.

QUATRE MESURES D'URGENCE

1) UN BOUCLIER SOCIAL POUR PROTEGER LES SALAIRES, LES EMPLOIS, LA PROTECTION SOCIALE

- L'augmentation des salaires et des revenus de 300 euros, un salaire minimum à 1700 euros, en prenant sur les profits
- L'interdiction des licenciements, la réduction massive du temps de travail, la création d'un million d'emplois dans les services publics
- Une retraite pleine et entière à 60 ans (55 pour les travaux pénibles) ou après 37,5 annuités, l'accès aux médicaments et aux soins gratuits

2) UNE FISCALITE ANTICAPITALISTE POUR FINANCER NOS MESURES :

- La suppression de la TVA sur les produits de première nécessité

- **UN IMPOT SUR LA FORTUNE ELARGI A LA TOTALITE DU PATRIMOINE, LA** taxation des revenus avec une tranche de prélèvement à 100 % à partir de vingt fois le SMIC, l'interdiction des stock-options. L'arrêt de toutes les exonérations de cotisations et cadeaux fiscaux, le relèvement de l'impôt sur les sociétés à 50 %

3) ARRETER DE FINANCER LES BANQUES, EMPECHER SPECULATEURS, BANQUIERS ET CAPITALISTES DE NUIRE :

- L'arrêt immédiat du paiement de la dette et de ses intérêts, intérêts qui représentent à eux seuls 50 milliards d'euros par an
- Une enquête publique, militante et populaire, notamment pour rendre publics les comptes des banques
- L'annulation de cette dette totalement illégitime, qui coûte 150 milliards d'euros par an
- La réquisition des banques et leur regroupement dans un monopole contrôlant le crédit sous contrôle des travailleurs

4) UNE TRANSITION ENERGETIQUE RADICALE ET UNE PLANIFICATION ECOLOGIQUE, PUBLIQUE, DEMOCRATIQUE :

La sortie du nucléaire en dix ans grâce au développement des énergies renouvelables

La réquisition des groupes de l'énergie et leur contrôle par les salariés et les usagers

La gratuité pour une consommation énergétique de base, des prix plus élevés pour les consommations excessives

Une transition énergétique basée sur une planification des besoins socialement utiles



Un programme anticapitaliste

1) NOS EMPLOIS, NOTRE TRAVAIL, PAS LEURS PROFITS !

Interdire les licenciements et les suppressions d'emploi, répartir le temps de travail

Nous voulons donc :

- L'interdiction des licenciements et des suppressions d'emploi
- Le partage du temps de travail entre toutes et tous, avec les 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire ni annualisation du temps de travail
- L'interdiction des temps partiels imposés

Nous voulons des emplois stables, le maintien du contrat de travail par la branche en cas de faillite.

Nous voulons :

- le remplacement des emplois précaires par des CDI. Concernant les petites entreprises, qui sont pour l'essentiel sous la domination de grands groupes qui absorbent les bénéficiaires, c'est à eux de garantir le maintien du contrat de travail en cas de faillite d'une petite entreprise de la branche.

Nous voulons :

- la titularisation des précaires dans la fonction publique et l'arrêt des suppressions de postes, qui se chiffrent à plus de 30 000 par an alors que les besoins sont criants, notamment dans l'éducation, la santé et dans des régions ou quartiers populaires abandonnés par l'Etat.

Nous voulons donc :

- un plan de création d'un million d'emplois dans la fonction publique.

Répartir autrement les richesses

- **Nous voulons une augmentation de 300 euros net pour toutes et tous, et un revenu minimum à 1700 euros.**

Depuis le début des années 80, la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de plus de 10 points au profit des actionnaires. Ce sont des milliards qui nous sont volés chaque année et que nous voulons récupérer

- **Nous voulons la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité.**
- **Nous voulons la retraite à 60 ans à taux plein**

(55 pour les travaux pénibles) après 37,5 annuités de travail.

Émanciper le travail

Nous voulons

- **la pénalisation systématique des employeurs en cas d'accident du travail ou de suicide** lié de près ou de loin au travail et un principe de précaution concernant les produits dangereux pour les êtres humains ou la planète.

Nous voulons

- **Le contrôle des salariés sur les finalités et l'organisation du travail.**
On devrait discuter la nécessité de nombreuses activités industrielles, comme l'armement ou les activités dangereuses pour les travailleurs, les populations et l'environnement (produits chimiques, risques d'explosions...) C'est à nous, salariéEs et population, de décider ce qu'il faut produire pour satisfaire les besoins sociaux tout en respectant la planète.

2) PRENDRE L'ARGENT LA OU IL EST !

Nous voulons l'arrêt immédiat du paiement de la dette et de ses intérêts, qui représentent 50 milliards d'euros par an.

C'est une véritable arnaque, puisque les banques prêtent aux États à des taux compris entre 3 et 7 %... alors qu'elles empruntent à ces mêmes États, par le biais de la Banque centrale européenne, à 1 %

Nous voulons

- une enquête publique, militante et populaire, notamment pour rendre publics les comptes des banques. En effet, l'origine de la dette n'est pas liée à une augmentation des dépenses de l'État, mais à la réduction de ses recettes à force de consentir des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises, puis des cadeaux aux banques. Le mécanisme de la dette se répand maintenant à toutes les sphères de l'état, notamment depuis la privatisation de Dexia, la banque publique d'investissements.

Collectivités locales, hôpitaux, universités commencent à faire faillite.

- **Nous voulons l'annulation de la dette publique, qui est totalement illégitime.**

Chaque année, elle représente 150 milliards d'euros pour la France.

Il faut retirer leur pouvoir de nuisance à la finance et aux banques.

- **Pour cela, nous voulons la réquisition des banques et leur regroupement dans un monopole contrôlant le crédit sous contrôle des salariés et de la population.**

Faire payer les riches

De l'argent pour appliquer nos mesures, il y en a ! Ceux qui gagnent plus de 500 000 euros par an ont vu leurs revenus augmenter de 70 % en trois ans !

- **Nous voulons la suppression de niches fiscales.**

Rien qu'en annulant la dernière réforme de l'Impôt sur la fortune, ce sont 19 milliards d'euros qui seraient récupérés. Les stock-options et autres réductions d'impôts profitent aux plus riches, qui défalquent toutes sortes de dépenses.

- **Nous voulons l'augmentation de la progressivité de l'impôt sur le revenu.**

Le minimum serait une nouvelle tranche d'imposition à 100 % au-delà de 20 fois le SMIC.

La simple suppression de tous les dispositifs destinés à alléger les impôts des riches rapporterait 150 milliards d'euros par an.

Prendre sur les profits

- **Nous voulons la taxation des bénéfices des sociétés à hauteur de 50 %.**

Les seules entreprises du CAC 40 ont réalisé environ 100 milliards de bénéfices en 2011. Ce sont des sommes gigantesques qui doivent revenir aux salariés sous la forme d'augmentations de salaire, et/ou pour financer d'autres choix de société.

- **Nous voulons l'arrêt des exonérations de cotisations sociales.**

Les dispositifs dérogatoires ont représenté 172 milliards d'euros en 2010.

- **Nous voulons l'arrêt des aides aux entreprises et à leurs filiales.**

Elles représentent 65 milliards d'euros par an, l'équivalent du budget de l'éducation nationale ou des dépenses hospitalières. Seuls 9 % de ces aides touchent les PME, ce qui signifie qu'elles ont pour objectif essentiel de soutenir les grands groupes capitalistes, les mêmes qui font des profits et ne paient que peu d'impôts ou de cotisations sociales.

3) NOS SERVICES PUBLICS NE SONT PAS A VENDRE !

Droit à l'éducation

- **Nous voulons donc l'abrogation des réformes LMD, LRU, de la loi Fillon de 2005, de la maîtrise des concours et l'arrêt des suppressions de postes.**

Il faut faire exactement l'inverse. **L'éducation doit être gratuite de la maternelle à l'université, offrir des diplômes de qualité** avec une valeur nationale. Il faut embaucher 150 000 enseignants.

- **L'éducation doit être émancipatrice :** les élèves ne doivent pas être cantonnés à des compétences séparées les unes des autres mais apprendre à penser de manière autonome. **Les programmes doivent être refondus à tous les niveaux sous le contrôle croisé des enseignants, des parents et des élèves.**

L'accès à la santé

Une personne sur 3 renonce à des soins pour des raisons financières. Les franchises, les dépassements d'honoraires, la baisse des remboursements par la Sécu, l'augmentation des tarifs des compléments rendent la santé de plus en plus chère.

Nous voulons

- **le remboursement à 100 % de tous les soins par l'Assurance maladie.**

- **l'arrêt des restructurations hospitalières, l'abrogation de la loi Bachelot, le maintien des hôpitaux de proximité avec urgences, maternité et chirurgie, un plan de création de 120 000 emplois dans les hôpitaux, l'expropriation des cliniques privées et des trusts pharmaceutiques et leur intégration au service public.**

Se loger, un besoin vital

Nous voulons

- **la réquisition des logements vides, la construction de 200 000 logements sociaux par an, l'arrêt des ventes de HLM, la renationalisation des HLM vendus et le blocage des loyers pour les limiter à 20 % du revenu.**

Transports

- **Nous voulons développer massivement des transports en commun gratuits et publics**, de proximité et de qualité et rapprocher habitations et lieux de travail.
- **Nous voulons le financement par les entreprises de la totalité des déplacements vers le lieu de travail.**

4. DEMOCRATIE ET CULTURE

Une démocratie réelle, maintenant !

- **Nous voulons la suppression de la fonction présidentielle et la suppression du Sénat, qui n'est pas élu démocratiquement.**
- **Nous voulons la proportionnelle intégrale**, qui permettrait de représenter les différentes orientations politiques.
- Pour nous, une démocratie réelle, ce serait la possibilité de décider à tous les échelons – local, régional ou national – de ce qui nous concerne, **de révoquer les élus qui ne respectent pas leur mandat**, que les élus fassent partie de la société au lieu d'en être sortis comme aujourd'hui, en continuant à travailler à temps partiel et **en recevant le salaire moyen.**

Libérer les médias des capitalistes

- **Nous voulons l'arrêt de la concentration des médias et l'interdiction de posséder plusieurs groupes de médias.**

Partage de la culture

- **Nous voulons un réseau culturel public de proximité pour promouvoir la création**, avec une liberté de création, parce que l'expression artistique est aussi là pour déranger, pour subvertir. Il faut promouvoir l'échange, parce que les cultures minoritaires ou extra-occidentales sont un enrichissement pour tous.
- **Nous voulons la liberté complète de diffusion.**

5) POUR SAUVER LA PLANETE, IL Y A URGENCE !

Pour le NPA, préoccupations sociales et écologiques sont étroitement imbriquées.

- **Nous voulons sortir du nucléaire en 10 ans !** C'est nécessaire et possible, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Cela nécessite le développement massif des énergies renouvelables, couplé à un vaste plan d'économies d'énergie.
- **Nous voulons un service public de l'énergie cogéré par les salariés et les usagers.**
- **Nous voulons le transfert gratuit de technologies des énergies renouvelables vers les pays du Sud**, permettant un développement écologiquement viable.
- **Nous voulons une baisse rapide du recours aux énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz).**

Cela nécessite de développer massivement les transports en commun gratuits, d'entamer la reconversion industrielle des secteurs les plus polluants : pétrochimie vers le renouvelable, automobile vers la production de véhicules propres et de transports collectifs, etc. De plus, il faut rénover et isoler l'habitat et recourir aux modes de chauffage fonctionnant à l'énergie renouvelable ou par cogénération.

Il faut rapprocher l'agriculture des lieux de consommation, en réorientant la production vers les besoins locaux et régionaux, interdire progressivement l'emploi des engrais et pesticides chimiques et aller vers la généralisation de l'agriculture biologique, interdire les OGM en plein champ, et garantir le droit d'accès à la terre pour les petits paysans.

- **Nous voulons la réquisition et la mise sous contrôle des grands groupes de l'énergie.**

Nous pouvons créer des centaines de milliers d'emplois, dans l'industrie, dans les énergies renouvelables et dans l'agriculture, mais aussi maintenir les emplois du nucléaire pour le démantèlement des centrales et une gestion sérieuse des déchets existants.

6) GARANTIR L'EGALITE DES DROITS !

Oppressions, discriminations : ils nous divisent pour mieux nous exploiter !

C'est pourquoi nous revendiquons de véritables services publics pour les personnes âgées et la petite enfance, notamment la création de places en crèche à hauteur des besoins, l'accès à la maternelle dès 2 ans.

Au travail aussi, nous voulons l'égalité !

Une véritable politique d'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes doit être imposée aux entreprises.

Nos corps nous Appartiennent

Toutes les contraceptions et toutes les protections ainsi que les pilules du lendemain et l'IVG doivent être accessibles et gratuits.

Homos, hétéros, bi, trans, intersexes : égalité des droits ! Non aux violences !

Pour changer les mentalités, **il faut une véritable politique de lutte contre les discriminations et l'idéologie sexiste**

Pour lutter contre ces violences, **nous voulons une véritable loi-cadre contre les violences faites aux femmes avec les moyens nécessaires à la prévention et à l'éducation.**

7) CONTRE LE RACISME ET L'IMPERIALISME

Le développement des politiques discriminatoires et sécuritaires à l'échelle nationale, européenne ou mondiale sont l'autre face des politiques des classes dominantes. En France, les sans-papiers et les habitants des quartiers populaires sont aujourd'hui au croisement de toutes ces questions.

A l'échelle nationale :

Nous voulons la régularisation permanente et immédiate de tous les sans-papiers, travailleurs ou pas.

Cette mesure est indispensable sur le chemin d'une égalité pleine et entière des droits sociaux et politique avec les travailleurs français. La liberté de circulation et d'installation en est la conséquence logique.

- **Nous exigeons l'abrogation de l'invraisemblable empilement législatif anti-immigrés que la droite et la gauche ont édifié.**

- **Nous voulons l'abrogation de toutes les lois « sur le voile » stigmatisant les musulmans**, qui sont la cible prioritaire des attaques racistes, et la mise en oeuvre d'une laïcité qui ne soit pas le faux nez de l'islamophobie.
- **Nous demandons la fin de l'impunité policière, qui se résout toujours dans le sang de jeunes et moins jeunes issus de l'immigration.**

Par exemple, nous demandons la dissolution des BAC et le désarmement de la police. Mais aussi l'arrêt de la destruction des camps de Roms, la fin de la traque et des rafles de sans-papiers.

Au niveau international :

- **Nous exigeons le retrait des troupes françaises de tous les pays étrangers (en particulier la Françafrique et l'Afghanistan)**, la dissolution de l'OTAN, la réduction du budget militaire à sa plus simple expression, la dissolution de l'armée permanente et l'abandon de l'arme nucléaire.
- **Nous voulons remettre en cause tous les accords bilatéraux de « coopération » ou de « co-développement » avec les pays du sud, en particulier les mécanismes de la « françafrique ».** Ils imposent des politiques ultralibérales au détriment de la satisfaction des besoins de base, imposent la présence des multinationales occidentales, le paiement des milliards de la dette, la coopération à l'expulsion des migrants, avec comme seule contrepartie une « aide » dérisoire, trois fois inférieure à ce que les sans-papiers envoient dans leur pays en liquide...
- **Nous demandons l'abrogation de tous les accords et dispositifs européens relatifs à l'immigration**

(comme Dublin II et Frontex). Ils sont l'expression directement policière d'une Europe Forteresse.

- **Nous défendons le droit pour tous les peuples, y compris ceux des colonies que sont les DOM-TOM, à l'autodétermination, à la maîtrise** de leurs terres, sous-sol, matières premières et industries, aujourd'hui détenues notamment par les grands groupes français.
- **Nous voulons mettre fin à la structure inique du Conseil de Sécurité de l'ONU**

(en particulier abroger le droit de veto des « grandes puissances »), et la dissolution pure et simple de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale.

- **Nous voulons développer la solidarité internationale par rapport au processus révolutionnaire dans la région arabe**, contre toutes les forces qui veulent écraser ou récupérer ce processus.
- **Face à l'oppression sans fin dont il est victime, nous nous associons aux campagnes pour la solidarité avec la lutte du peuple palestinien :** la levée du blocus de Gaza, le droit au retour des réfugiés, la fin de la politique de colonisation, la destruction du mur de la honte, le retour aux frontières de 1948, et l'arrêt de toute la politique d'apartheid de l'État d'Israël, soutenue par les grands pays impérialistes, les USA en tête.

8) JEUNES : NOUS NE SERONS PAS LA GENERATION SACRIFIEE

Mais la classe dominante agit aussi à long terme pour faire baisser le coût du travail.

- Les jeunes sont dans la ligne de mire pour tirer tous les salaires vers le bas.
- Les contrôles policiers sont un véritable harcèlement pour les jeunes, notamment les enfants d'immigrés.
- Il faut imposer la rémunération des stagiaires et des apprentis à hauteur de la convention collective de leur branche, jamais en-dessous du SMIC ; interdire tous les emplois précaires, transformer les CDD et contrats d'intérim en CDI et tous les temps partiels non voulus en temps pleins.
- Les jeunes doivent pouvoir se former, faire leurs choix d'études et de vie et chercher un premier emploi sans dépendre de leur famille ou d'un petit boulot. Il faut donc une allocation

d'autonomie, à hauteur du SMIC, financée comme les retraites par des cotisations sociales et gérées par des jeunes et des salariés élus.

- Il faut des moyens pour l'éducation et l'enseignement supérieur, créer des postes à hauteur des besoins, garantir des diplômes nationaux et de qualité.

Changer le monde

1) POUR UN SOCIALISME DU VINGT-ET-UNIEME SIECLE

Nous luttons pour un gouvernement des travailleurs et de la population qui n'hésitera pas à s'en prendre aux intérêts des capitalistes pour augmenter les salaires, créer des emplois et défendre les services publics, annuler la dette publique illégitime et s'emparer des banques.

Une telle transformation ne pourra pas être menée dans le cadre des institutions actuelles. Un gouvernement des travailleurs ne peut voir le jour que s'il y a de fortes mobilisations, et si les travailleurs, les jeunes se mobilisent et s'organisent : un gouvernement ne défendra nos intérêts que s'il s'appuie sur les travailleurs mobilisés eux-mêmes, sinon il ne pourra rien faire ou, pire, il nous trahirait comme l'a fait la gauche traditionnelle par le passé.

Il est clair que pour mettre en place les mesures que nous défendons, il faudra une mobilisation d'ampleur, comme en 36 ou en 68... comme au moment des retraites mais en allant jusqu'au bout, jusqu'à une grève générale.

Des revendications simplement vitales pour le monde du travail comme l'augmentation de 300 euros de tous les revenus, le retour aux 37,5 annuités de cotisation ou l'interdiction des licenciements, ne pourront être arrachées que par une lutte d'ensemble.

Mais une grève générale, ça ne tombe pas du ciel. Il faut la préparer, en commençant par fédérer les luttes actuelles.

2) UN PROJET EUROPEEN ET INTERNATIONALISTE

De même, il faudra rompre avec les institutions européennes actuelles pour engager la construction d'une autre Europe, démocratique, des travailleurs et des peuples. à cette Europe comme aux préjugés nationalistes, nous opposons la solidarité des travailleurs, des jeunes, des exclus, la perspective d'une lutte commune, radicale et massive des classes populaires des différents pays d'Europe contre l'austérité et ce capitalisme en crise.

3) ORGANISONS-NOUS !

Nous devons nous aussi nous organiser pour combattre ce système à tous les niveaux. Il nous faut un outil qui nous permette de comprendre le fonctionnement de la société, un outil qui nous permette de résister à l'idéologie dominante, de nous forger nos propres convictions, un outil qui nous permette de lutter ensemble pour défendre les intérêts de la très large majorité des habitantEs de la planète. Pour nous le NPA est l'ébauche de cet outil.

CONSTRUIRE LES FRONTS DE RESISTANCE AVEC TOUTES CELLES ET TOUS CEUX QUI VEULENT AGIR CONTRE LES MESURES D'AUSTERITE.

NPA Comité de l'Ariège - <http://npa-ariege.org> - Contact : npa09@listes.npa31.org

PAGE FACEBOOK : <https://www.facebook.com/pages/NPA-Ariege/1558933804330210>